

## La voix de l'Opposition de gauche

### PSA. Des syndicats aux ordres de la direction ou des travailleurs ?

12.12.12

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont rejeté mardi la restructuration envisagée par le constructeur, dont l'addition a été soudainement alourdie avec l'annonce de plus de 1.500 départs naturels non remplacés d'ici à 2014, qui s'ajouteront aux 8.000 suppressions déjà annoncées.

La direction a précisé, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, qu'au total 11.214 suppressions de postes étaient envisagées entre mai 2012 et mi-2014. Car aux 8.000 suppressions annoncées en juillet s'ajouteront plus de 1.500 départs naturels (décès, retraite, etc.) non remplacés, ainsi que des départs liés à un plan de départs volontaires mis en oeuvre en 2012, ont rapporté des syndicalistes.

A la fin mai, les effectifs dans l'activité automobile du groupe s'élevaient à 67.112 postes (87.000 totalisés en 2004). Ils devraient fondre à 55.989 d'ici à la mi-2014, selon les informations relayées par les syndicats.

Franck Don, délégué central CFTC, a fait part à l'AFP de sa "*stupéfaction*" d'avoir dû "*batailler*" pendant des semaines pour connaître les effectifs. Il interpelle la direction pour qu'elle mette "*tout en oeuvre pour réduire l'impact de son plan*".

"*Cela durcit encore l'addition qui était déjà salée. C'est monumental*", a commenté pour sa part Christian Lafaye, délégué central FO. Il aurait été "*plus gentleman*" de la part de la direction d'annoncer ces chiffres avant, a noté M. Lafaye, même si, selon lui, il s'agit d'une "*décision supplémentaire*" dictée par des marchés en berne en Europe.

Ces négociations vont se poursuivre, a précisé à l'AFP la direction, qui espère un accord au cours du premier trimestre 2013.

Les élus CFE-CGC, FO, GSEA et CFTC ont rendu mardi un avis défavorable, disant attendre "*un plan offensif de reconquête*". La CGT, estimant que "*de nombreuses questions ne sont pas encore traitées*", n'a pas rendu d'avis, la CFDT non plus.

Tous les syndicats ont fait des propositions pour limiter l'ampleur du plan et la casse sociale. AFP 11.12

Si au moins la direction avait été "*plus gentleman*" en annonçant d'emblée ses intentions, on aurait pu se contenter de "*réduire l'impact de son plan*", donc de l'accepter, mais là elle en rajoute une couche ce qui va rendre la tâche encore plus ardue à ces bureaucrates syndicaux pourris. Entre nous, la direction de Peugeot qui a obtenu tout ce qu'elle désirait de la part du gouvernement et des syndicats aurait tort de se gêner, tout comme Mittal, et ne doutons pas que la liste va encore s'allonger dans les mois à venir.

Grève avec occupation et comité de grève, expropriation sans indemnité ni rachat : dehors les capitalistes, et si le gouvernement ne le décrète pas, c'est aux travailleurs et à leurs syndicats de

prendre l'initiative, voilà la ligne politique que doit tenir un véritable parti ouvrier indépendant des capitalistes et leur État, leur gouvernement.